

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2014/31000]

19 DECEMBRE 2013. — Arrêté 2013/129 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle dans le cadre de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté du collège de la Commission communautaire française du 6 février 1997 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle dans le cadre de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle

Vu les avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle du 26 octobre 2012 et du 11 janvier 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 8 mars 2013;

Vu l'accord du Président du Collège de la Commission communautaire française ayant le budget dans ses attributions donné le 8 mars 2013;

Vu l'avis 53.162/2 du Conseil d'État, donné le 26 avril 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'il est impératif de revoir, pour des raisons de simplification administrative, les modalités prévues par l'arrêté du 6 février 1997 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle dans le cadre de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

Considérant qu'il convient de prendre en compte le stage de transition prévu par l'article 36^{quater} de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant la réglementation du chômage;

Sur la proposition du Membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Formation professionnelle,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *La prime de formation*

Article 1^{er}. La prime de formation professionnelle visée à l'article 5, § 1^{er}, 1 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle est fixée à 1 euro par heure de formation effectivement suivie.

Art. 2. Le paiement de la prime se fait mensuellement en une seule fois.

Art. 3. § 1^{er}. La prime prévue à l'article 1^{er} du présent arrêté est octroyée par l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle aux demandeurs d'emploi ayant conclu un contrat de formation professionnelle tel que prévu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle et pour autant que ceux-ci répondent au moins à l'une des conditions suivantes :

- être inscrit en tant que demandeur d'emploi inoccupé depuis 12 mois à Actiris. Les périodes d'activité professionnelle ou d'indisponibilité sur le marché de l'emploi inférieures à 3 mois sont assimilées à des périodes d'inoccupation;

- être inscrit en tant que demandeur d'emploi inoccupé à Actiris et ne pas être détenteur, au début de l'activité, du certificat d'enseignement secondaire supérieur ou de tout autre diplôme ou certificat équivalents;

- être inscrit en tant que demandeur d'emploi inoccupé à Actiris et bénéficiaire du revenu d'intégration sociale ou de l'aide financière au taux du revenu d'intégration sociale;

- être inscrit en tant que demandeur d'emploi inoccupé à Actiris et enregistrés au Service bruxellois francophone des personnes handicapées de la Commission communautaire française.

§ 2. La prime n'est pas octroyée dans le cas où le contrat de formation professionnelle est conclu pour une formation professionnelle individuelle en entreprise ou pour un stage de transition.

CHAPITRE 2. — *L'indemnité pour frais de déplacement et de séjour*

Art. 4. § 1^{er}. L'indemnité pour frais de déplacement et de séjour visée à l'article 5, § 1^{er}, 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle est octroyée par l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle aux bénéficiaires de la prime prévue à l'article 3, § 1^{er}.

§ 2. L'indemnité pour frais de déplacement et de séjour est octroyée par l'employeur au demandeur d'emploi inoccupé, inscrit à Actiris, bénéficiaire d'allocations de chômage ou d'insertion, qui a conclu un contrat de formation professionnelle pour une formation individuelle en entreprise ainsi qu'au demandeur d'emploi qui a conclu un contrat de formation professionnelle pour un stage de transition.

§ 3. L'indemnité pour frais de déplacement consiste au remboursement des frais résultant d'un déplacement journalier aller-retour entre le domicile et le lieu de formation.

L'indemnité pour frais de déplacement est payée mensuellement sur base d'un montant forfaitaire correspondant au coût de l'abonnement mensuel STIB au prorata du nombre de jours de formation prestés. Il est tenu compte pour le calcul du montant forfaitaire de la catégorie d'abonnement renseignée par le bénéficiaire.

Pour les bénéficiaires de la prime prévue à l'article 3, § 1^{er} qui suivent avec l'accord de l'Institut une formation en dehors de la Région de Bruxelles-Capitale, l'indemnité pour frais de déplacement est payée mensuellement sur base d'un montant forfaitaire correspondant au coût de l'abonnement mensuel SNCB en fonction du nombre de kilomètres entre le domicile du stagiaire et le lieu de la formation et ce, au prorata du nombre de jours de formation prestés.

Il est tenu compte pour le calcul du montant forfaitaire de la catégorie d'abonnement renseignée par le bénéficiaire.

§ 4. Sans préjudice des avantages prévus au § 3 du présent article, le bénéficiaire de la prime prévue à l'article 3, § 1^{er} qui doit s'absenter de son foyer plus de treize heures par jour en employant un moyen normal de transport en commun et qui ne rejoint sa résidence qu'une fois par semaine, a droit à une indemnité de séjour dont le montant est fixé à 16,58 euros par jour.

Ce montant est lié à l'indice des prix à la consommation.

Le Comité de gestion peut accorder dans des circonstances exceptionnelles, les avantages prévus à l'alinéa précédent, lorsque la durée de l'absence du foyer est inférieure à treize heures.

§ 5. Le Comité de gestion peut accorder, dans des circonstances exceptionnelles, l'indemnité pour frais de transport et de séjour à des demandeurs d'emploi ayant conclu un contrat de formation professionnelle autres que les bénéficiaires de la prime visée à l'art 3, § 1^{er}.

CHAPITRE 3. — Dispositions finales et transitoires

Art. 5. L'arrêté du collège de la Commission communautaire française du 6 février 1997 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle dans le cadre de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle est abrogé.

Art. 6. Le présent arrêté ne s'applique qu'aux contrats de formation professionnelle prenant cours après son entrée en vigueur.

Art. 7. Le Membre du Collège de la Commission communautaire française ayant la formation professionnelle dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 décembre 2013.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

Le Président du Collège,
DOULKERIDIS

Membre du Collège chargé de la formation professionnelle,
R. MADRANE

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2014/31000]

19 DECEMBER 2013. — Besluit 2013/129 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toekenning van bepaalde voordelen aan stagiaires die een beroepsopleiding volgen in het kader van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleidingen

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleidingen, met name Artikel 5;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 februari 1997 betreffende de toekenning van bepaalde voordelen aan stagiaires die een beroepsopleiding volgen in het kader van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleidingen;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding van 26 oktober 2012 en van 11 januari 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 maart 2013;

Gelet op het akkoord van de Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschap bevoegd voor de Begroting, gegeven op 8 maart 2013;

Gelet op het advies 53.162/2 van de Raad van State gegeven op 26 april 2013, in toepassing van Artikel 84, § 1e lid, 1/, van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het omwille van redenen van administratieve vereenvoudiging noodzakelijk is de modaliteiten te herzien die bepaald worden door het Besluit van 6 februari 1997 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toekenning van bepaalde voordelen aan stagiaires die een beroepsopleiding volgen in het kader van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleidingen.

Overwegende dat het past rekening te houden met de overgangperiode voorzien door artikel 36^{quater} van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de reglementering inzake werkloosheid.

Op voordracht van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie bevoegd voor Beroepsopleiding,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — De opleidingspremie

Artikel 1. De premie voor beroepsopleiding bedoeld in Artikel 5, § 1, 1 van het Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding wordt vastgesteld op 1 euro per effectief gevolgd uur opleiding.

Art. 2. De uitbetaling van de premie gebeurt maandelijks en eenmalig.

Art. 3. § 1. De premie, voorzien in Artikel 1 van het huidige Besluit wordt toegekend door het Franstalig Brussels Instituut voor de Beroepsopleiding aan werkzoekenden die een overeenkomst voor beroepsopleiding hebben gesloten, zoals voorzien door het Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleidingen en voor zover deze ten minste beantwoorden aan één van de volgende voorwaarden:

- minstens 12 maanden als niet-werkend werkzoekende ingeschreven zijn bij Actiris. Periodes van beroepsactiviteit of onbeschikbaarheid op de arbeidsmarkt van minder dan 3 maanden worden gelijkgesteld met periodes van werkloosheid.

- als niet-werkend werkzoekende ingeschreven zijn bij Actiris en bij het begin van de activiteit geen houder zijn van een certificaat van hoger middelbaar onderwijs of ieder ander gelijkwaardig diploma of getuigschrift;

- als niet-werkend werkzoekende ingeschreven zijn bij Actiris en een inkomen voor sociale integratie of financiële hulp genieten van hetzelfde niveau als het inkomen voor sociale integratie;

- als niet-werkend werkzoekende ingeschreven zijn bij Actiris en geregistreerd zijn bij de Franstalige Brusselse dienst voor gehandicapte personen van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 2. De premie wordt niet toegekend wanneer de overeenkomst voor beroepsopleiding wordt afgesloten voor een individuele beroepsopleiding in een onderneming of voor een instapstage.

HOOFDSTUK 2. — *Vergoeding voor verplaatsingskosten en verblijfskosten*

Art. 4. § 1. De vergoeding voor verplaatsingskosten en verblijfskosten bedoeld in artikel 5, § 1, 2 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleidingen wordt toegekend door het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleidingen aan de begunstigden van de premie voorzien in artikel 3, § 1.

§ 2. De vergoeding voor verplaatsingskosten en verblijfskosten wordt door de werkgever toegekend aan de niet-werkende werkzoekende die ingeschreven is bij Actiris en werkloosheids- of inschakelingsuitkeringen ontvangt, die een overeenkomst heeft gesloten voor een beroepsopleiding voor een individuele opleiding in een onderneming, alsook aan de werkzoekende die een overeenkomst voor een beroepsopleiding heeft afgesloten voor een instapstage.

§ 3. De vergoeding voor de verplaatsingskosten bestaat uit de terugbetaling van de kosten voortvloeiend uit de dagelijkse verplaatsing heen en terug tussen de woonplaats en de plaats waar de opleiding plaatsvindt.

De vergoeding voor de verplaatsingskosten wordt maandelijks uitbetaald op basis van een forfaitair bedrag dat overeenstemt met de kostprijs van een maandelijks MIVB-abonnement pro rata het aantal effectief gevolgde opleidingsdagen. Bij de berekening van het forfaitair bedrag wordt rekening gehouden met de categorie van het abonnement dat door de begunstigde werd gevraagd.

Voor de begunstigden van de premie voorzien in artikel 3, § 1 die met de goedkeuring van het Instituut een opleiding volgen buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt de vergoeding voor verplaatsingskosten maandelijks uitbetaald op basis van forfaitair bedrag dat overeenstemt met de kostprijs van een maandelijks NMBS-abonnement, in functie van het aantal kilometers tussen de woonplaats van de stagiaire en de plaats waar de opleiding plaatsvindt en dit pro rata het aantal gepresteerde opleidingsdagen.

Bij de berekening van het forfaitair bedrag wordt rekening gehouden met de categorie van het abonnement dat door de begunstigde werd gevraagd.

§ 4. Onverminderd de voordelen voorzien in § 3 van het huidige artikel, heeft de begunstigde van de premie voorzien in artikel 3, § 1 die zijn woonplaats langer dan dertien uur per dag moet verlaten en gebruik maakt van een normaal openbaar vervoersmiddel en die slechts een maal per week naar huis terugkeert, recht op een verblijfsvergoeding waarvan het bedrag is vastgesteld op 16,58 euro per dag.

Dit bedrag is gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.

Het Beheerscomité kan in uitzonderlijke omstandigheden de voordelen voorzien in de vorige alinea toekennen wanneer de afwezigheid van de woonplaats minder dan dertien uren bedraagt.

§ 5. Het Beheerscomité kan in uitzonderlijke omstandigheden de vergoeding voor verplaatsingskosten en verblijfskosten toekennen aan werkzoekenden die een overeenkomst voor beroepsopleiding hebben afgesloten maar die geen begunstigden zijn van de premie bedoeld in art 3, § 1.

HOOFDSTUK 3. — *Slotbepalingen et overgangsmaatregelen*

Art. 5. Het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 februari 1997 betreffende de toekenning van bepaalde voordelen aan stagiaires die een beroepsopleiding volgen in het kader van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleidingen wordt opgeheven.

Art. 6. Dit besluit besluit is enkel van toepassing op overeenkomsten voor beroepsopleidingen die starten na de goedkeuring van dit besluit.

Art. 7. Het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie bevoegd voor Beroepsopleiding wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 december 2013.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Voorzitter van het College,
Ch. DOULKERIDIS

Collegelid bevoegd voor Beroepsopleiding,
R. MADRANE